

## BREVES HEBDOMADAIRES

## CHINE CONTINENTALE

**CONJONCTURE** ([ici](#))

**Lianghui** : *Que faut-il en attendre dans le domaine économique ?*

**Prix** : forte contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et fléchissement de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en avril

**Activité économique** : poursuite de la normalisation du côté de l'offre avec une production industrielle en hausse ; en revanche, le choc de demande paraît durable, comme le reflète la poursuite de la contraction des ventes au détail

**Crédits et masse monétaire** : en avril, la croissance des financements à l'économie (TSF) s'établit à son plus haut niveau depuis deux ans (+12%)

**ECONOMIE** ([ici](#))

**Politique monétaire** : la PBoC s'est engagée à mettre en œuvre une politique monétaire "plus flexible" pour contrer l'impact du Covid-19 sur l'économie

**BANQUE ET FINANCE** ([ici](#))

**Réglementation financière** : la Chine assouplirait le régime d'agrément des licences de conservation de titres pour les succursales des banques étrangères

**ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE** ([ici](#))

**Commerce extérieur de la Chine** : chiffres pour le mois d'avril 2020 (douanes chinoises).

**Politique commerciale** : la Chine impose des contraintes aux importations australiennes d'orge et de viande bovine

**Relations US-Chine** : les investissements chinois aux États-Unis tombent à leur plus bas niveau depuis 2010

**Guerre commerciale** : la Chine annonce une nouvelle série d'importations américaines éligibles à des exemptions de droits de douane

**Guerre commerciale** : tensions États-Unis-Chine concernant l'accord de phase 1

**Défense commerciale** : la Chine prolonge les droits anti-dumping de certains tuyaux en acier allié en provenance l'UE et des États-Unis

**Relation UE-Chine** : appel téléphonique entre Zhong Shan, Phil Hogan et Thierry Breton

**CLIMAT DES AFFAIRES** ([ici](#))

**Investissements entrants** : le gouvernement chinois publie un nouveau projet de mesures pour l'enregistrement des entreprises étrangères

**INDUSTRIE ET NUMERIQUE** ([ici](#))

**Automobile** : les ventes de véhicules ont augmenté de 4% en avril par rapport à 2019, avec des résultats contrastés selon les segments et les constructeurs

**Cyber sécurité** : les États-Unis accusent des hackers chinois de préparer un vol de données liées au développement d'un vaccin contre le COVID-19

**Télécommunications** : l'opérateur Digicel nie tout projet de rachat de China Mobile pour ses activités dans le Pacifique



**Economie numérique** : la Chine accélère sur le déploiement des infrastructures de réseau pour l'internet des objets (IoT)

## **DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS** ([ici](#))

**Aéroports** : le fret aérien compense partiellement une exploitation en berne, Zhengzhou tire son épingle du jeu

**Aéroports** : la Chine poursuit sa politique d'investissements

**Développement durable** : nouvelle politique d'évaluation des cadres provinciaux en fonction de leurs résultats environnementaux

**Développement durable** : volet environnemental de la visite de Xi Jinping dans la province du Shanxi

**Transports** : légère reprise de la mobilité interurbaine à l'issue des vacances du 1er mai

**Energie** : fort impact de la crise sanitaire sur les résultats de State Grid et de China Southern Power Grid au premier trimestre

**Construction navale** : les acteurs chinois gagnent des parts marchés sur 2020, malgré une contraction des revenus, dans un contexte de concurrence accrue

**Energie** : de nouvelles capacités de production installées principalement fossiles au premier trimestre

## **ACTUALITES REGIONALES** ([ici](#))

**Wuhan** : la municipalité annonce un dispositif de subvention à l'achat de véhicules particuliers produits localement

## **HONG KONG ET MACAO** ([ici](#))

### **HONG KONG**

**Restrictions de voyage** : La Fédération des syndicats a appelé le 9 mai le gouvernement à assouplir les restrictions aux frontières avec Macao et le Guangdong, afin de relancer l'économie.

**Economie** : selon Morgan Stanley, l'économie hongkongaise pourrait être l'une des dernières en Asie à se remettre des effets du Covid-19.

**Entreprises** : Le groupe Cathay Pacific a déclaré le 15 mai que la compagnie avait enregistré une perte non audité de 580,5 M USD sur la période janvier/avril ; Les actionnaires du conglomérat Li & Fung ont donné leur accord à un rachat d'actions afin de délistier l'entreprise le 15 mai, cotée à Hong Kong depuis 1973 ; Les banques lèvent progressivement les mesures de télétravail et autorisent une partie de leurs employés à retourner dans les bureaux.

### **MACAO**

**Aérien** : Le nombre de passagers a baissé de -50 % au T1- 2020 ; Le gouvernement a prolongé le 7 mai la concession exclusive d'Air Macau ; L'aéroport de Macao a enregistré un chiffre d'affaires de 225,4 M USD en 2019, en hausse de + 16,5% par rapport à 2018.

## **TAIWAN** ([ici](#))

**TSMC** : annonce officielle sur la construction d'une usine de production de semi-conducteurs (5nm) aux Etats-Unis

**Apple** : poursuite des investissements à Taiwan dans le secteur des mini et micro LED





**Secteur manufacturier** : *les dépenses de R&D à leur plus haut niveau depuis 5 ans*  
**Le marché des renouvelables à Taiwan se structure** : *TSMC ouvre la voie*  
**Industrie de la chaussure** : *Pou Chen ferme son usine de production au Hubei*  
**Sécheresse** : *la Water Resources Agency du Ministère de l'Economie se mobilise pour faire face à la sécheresse qui sévit au Sud de l'île*

## CONJONCTURE

### Lianghui : Que faut-il en attendre dans le domaine économique ?

Les assemblées plénières du Congrès National du Peuple (Lianghui), qui se tiennent habituellement en mars, devraient débiter le 21 mai. Habituellement, ces assemblées permettent de définir les objectifs de croissance et d'emploi pour l'exercice en cours, afin d'ancrer les anticipations des agents et calibrer le scénario de politique économique, en précisant notamment le déficit budgétaire (officiel) et le montant des émissions obligataires des gouvernements locaux. Les Lianghui de 2020 revêtent une importance toute particulière, car elles permettront de confirmer la trajectoire de croissance et d'emploi retenue par le gouvernement ainsi que l'ampleur du plan de relance qui s'esquisse.

### Peut-on s'attendre à la définition d'un objectif de croissance pour 2020 ?

A l'encontre des Lianghui précédentes, au cours desquelles avaient été indiquée une cible de croissance (définie pour 2019 dans un intervalle compris entre 6,0 et 6,5%), la détermination et l'annonce d'un objectif chiffré de croissance pour 2020 seront probablement ardues; pour mémoire, la croissance s'est inscrite en forte contraction au premier trimestre 2020 (-6,8% en g.a.) et le redémarrage de l'activité, pour effectif qu'il soit depuis mars 2020, bute sur les contraintes tant de la demande intérieure, freinée par la hausse du chômage et des comportements d'épargne de précaution, que sur celles de la demande extérieure, en raison des effets de bord résultant de la pandémie. En outre, l'énoncé d'un objectif de croissance inférieur à 5,6% (niveau de croissance requis sur 2020, dernière année du XIII<sup>ème</sup> Plan quinquennal, pour réaliser l'objectif de doublement du PIB au cours de la décennie écoulée et celui d'une « société modérément prospère » juste avant la commémoration du centième anniversaire de la fondation du PC chinois) pourrait matérialiser le relatif échec du gouvernement à cet égard. La réalisation de cet objectif supposerait un taux de croissance de 9-10% durant le reste de l'année, ce qui impliquerait la réalisation d'un plan de relance extrêmement volontariste et dans la pratique irréalisable compte tenu de l'endettement induit.

A ce stade, ont été évoqués pour la première fois des objectifs intitulés « les six garanties » lors de la réunion du Bureau politique qui s'est tenue le 17 avril 2020 : il s'agit de la protection de l'emploi, des moyens de subsistance, du secteur marchand (entreprises notamment), de la sécurité alimentaire et énergétique, de la stabilité des chaînes de production et d'approvisionnement ainsi que du bon fonctionnement des gouvernements locaux.

A l'heure actuelle, de nombreuses voix se font entendre pour souligner la faible pertinence d'un objectif de croissance annuel pour 2020, compte tenu du fort degré d'incertitude attaché aux prévisions. Cependant, M. ZHANG Ming, Directeur de la CASS, juge nécessaire la fixation d'un objectif, le taux de croissance annuel demeurant le principal indicateur de l'économie chinoise autour duquel s'organisent de nombreux travaux économiques du gouvernement central aussi bien que des gouvernements locaux. Ceci d'autant plus que l'emploi est étroitement corrélé à la croissance économique. Selon les recherches de M. LIU Yuanchun, professeur d'économie et vice-président de l'Université du Peuple, 2 M de nouveaux emplois pourraient être créés grâce à 1 point de pourcentage du taux de croissance du PIB chinois, alors qu'une contraction de 1% entraîne une destruction de 4 M d'emplois. M. LIU Shijin, Directeur adjoint du Comité économique du 13<sup>ème</sup> Comité national de la CCPPC et ancien vice-président du Centre de recherche pour le développement du Conseil des affaires d'Etat, indique que la réalisation d'un taux de croissance de quelque 3% constituerait une grande victoire. C'est probablement vers cet objectif que s'oriente le gouvernement. A défaut d'un objectif de croissance explicite, le gouvernement pourrait se focaliser sur un objectif de créations d'emplois, à



l'instar de ce qui avait été annoncé lors des Lianghui de 2019, lors desquelles LI Keqiang avait formalisé celui-ci pour la première fois (11 M d'emplois).

### Vers une politique budgétaire très expansive, principal instrument du plan de relance

Compte tenu des annonces déjà effectuées, portant notamment sur le relèvement des quotas d'émission de 1000 Mds RMB, auquel s'ajouterait une levée de fonds d'ampleur au moins comparable au titre des obligations spéciales de l'Administration centrale, la politique budgétaire menée en 2020 devrait être particulièrement expansive et constituer le principal volet de financement du plan de relance. La réunion du Bureau politique tenue le 17 avril en a ainsi appelé à une politique budgétaire nettement expansive, qui devrait être accompagnée par une politique monétaire très accommodante (cf. *infra*), reposant principalement sur des injections de liquidité, des baisses de réserves obligatoires et un pilotage des taux de prêts, notamment aux meilleures signatures (LPR), à la baisse.

Les Lianghui devraient ainsi permettre au gouvernement de préciser les contours et l'ampleur du plan de relance par les infrastructures mis en œuvre (accélération de la 5G, Intelligence artificielle, stations de chargement de véhicules électriques, programme de rénovation des villes, installation de nouvelles lignes à très haute tension, nouvelles lignes de chemins de fer...) et surtout leurs modalités de financement. Le déficit budgétaire officiel de l'administration centrale sera rehaussé de 2,8% à 3,5% (ce qui constitue une première par rapport à la limite de 3% du PIB), le quota d'émissions d'obligations des gouvernements locaux, auxquels incombe 85% du financement des investissements publics, relevé de 1000 Mds au moins. Il devrait également être précisé le montant de l'enveloppe des *Special Government Bonds*, que le ministère des Finances s'apprête à émettre pour la troisième fois depuis 22 ans (la première fois en 1998 pour renflouer les grandes banques en difficulté, la deuxième pour constituer la dotation en fonds propres du fonds souverain CIC) et qui pourrait s'inscrire dans une fourchette comprise entre 1000 Mds RMB et 5000 Mds RMB (ce dernier chiffre ayant été cité par LIU Shangxi, Président de l'Académie chinoise des Finances publiques du ministère des finances). M. LOU Jiwei, ancien ministre des Finances, estime que la totalité des obligations émises cette année par les administrations publiques pourrait atteindre 10 000 Mds RMB. M. YU Yongding, académicien de la CASS, préconise que la Chine adopte avec audace une politique budgétaire expansive, associée en même temps à une politique monétaire accommodante afin d'assurer un taux de croissance économique supérieur à 3%. Selon les estimations préliminaires de l'IWEP, l'ampleur du plan de relance envisagé dans les infrastructures devrait dépasser nettement les 4 000 Mds CNY de 2008.

Une inconnue demeure à ce jour quant à savoir si la PBoC pourrait être mise à contribution et procéder à l'acquisition de tout ou partie de ces obligations d'Etat à caractère exceptionnel, alors qu'elle avait toujours émis des réserves sur l'optimalité des politiques monétaires non-conventionnelles (*quantitative easing*) et qu'il lui est théoriquement défendu de monétiser le déficit budgétaire. Cet obstacle statutaire pourrait se trouver aisément contourné par la poursuite de la baisse des réserves obligatoires (comme en 1998), de nouvelles injections de liquidité par la PBoC ou des achats de titres d'Etat par la Banque centrale sur le marché secondaire.

### **Prix : forte contraction de l'Indice des Prix à la Production (IPP) et fléchissement de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) en avril**

L'évolution de l'IPP confirme la tendance à la forte contraction, à -3,1% en avril contre -1,5% en mars, niveau le plus bas depuis mai 2016. Le fléchissement du sous-indice du secteur extractif (-4,5% en avril contre -4,0% en mars) et la forte contraction des prix du secteur des matières premières (-11,6% en avril contre -5,2% en mars), en liaison notamment avec la chute des prix du pétrole expliquent cette évolution. Pour mémoire, la croissance de l'IPP s'infléchit nettement depuis juin 2018, date à laquelle

elle atteignait +4,7%. Cette contraction signale une demande en baisse pour la production industrielle et une diminution des profits pour le secteur manufacturier.

La croissance de l'IPC poursuit son ralentissement à +3,3% en avril, contre +4,3% en mars. Le fléchissement de la composante volatile des prix des aliments explique largement cette baisse (+11,3% en avril contre +18,3% en mars) et touche principalement le porc (+96,9% en avril contre +116,4% en mars) ainsi que les légumes (-3,7% en avril contre -0,1% en mars). L'effondrement des prix du pétrole induit également le ralentissement de la composante des transports (-4,9% en avril contre -3,8% en mars). L'inflation sous-jacente (hors prix de l'énergie et des aliments) se stabilise à +1,1% en avril. A noter que l'inflation sous-jacente oscille entre +1,2% et +2,5% depuis fin 2010 selon les statistiques officielles chinoises.

**Activité économique : poursuite de la normalisation du côté de l'offre avec une production industrielle en hausse ; en revanche, le choc de demande paraît durable, comme le reflète la poursuite de la contraction des ventes au détail**

En avril, la croissance de la production industrielle (en valeur ajoutée) a rebondi de +3,9% en g.a. contre -1,1% en mars. Cette amélioration est principalement due au secteur manufacturier (+5,0% en avril contre -1,8% en mars). En revanche, la croissance du secteur minier a enregistré un ralentissement de +0,3% en avril contre +4,2% en mars, en liaison avec la chute des prix du pétrole. La croissance de la production des entreprises privées qui ont subi davantage l'incidence du Covid-19 enregistre une nette reprise de +7,0% en avril (contre -11,3% au T1), contrastant avec le faible rebond de la production des entreprises d'Etat (de +0,5% en avril contre -6,0% au T1).

Entre janvier et avril, la contraction des investissements bruts en capital fixe est moindre (-10,3% contre -16,1% au T1) notamment en raison des investissements en infrastructures (-11,8% en avril contre -19,7% au T1) ainsi que des investissements manufacturiers (-18,8% en avril contre -25,2% au T1). Il convient de souligner le rôle joué par les entités publiques (-7% en avril contre -13% au T1), alors que les investissements privés se contractent de 13% en avril, après -19% au T1.

En revanche, les indicateurs de demande demeurent mal orientés. En avril, les ventes au détail en valeur continuent de se contracter, quoique de manière moins prononcée qu'en mars (-7,5% contre -15,8%). Certains services comme la restauration enregistrent ainsi une aggravation de -31,1% en avril. Hors secteur automobile, dont la croissance est imputable aux mesures de soutien des autorités locales, les ventes au détail ont reculé de -8,3% en avril.

L'atonie de la demande doit être mise en regard des évolutions de l'emploi. Ainsi, le taux de chômage urbain, qui ne reflète qu'imparfaitement celles-ci, s'élève légèrement à 6,0% en avril, contre 5,9% en mars. Entre janvier et avril 2020, les nouveaux emplois créés ont atteint 3,54M, soit une baisse de 1,05M par rapport à la même période de 2019.

**Crédits et masse monétaire : en avril, la croissance des financements à l'économie (TSF) s'établit à son plus haut niveau depuis deux ans (+12%)**

La croissance de l'agrégat de financement à l'économie hors administrations publiques (« Total social financing », TSF) s'inscrit en avril à son plus haut niveau depuis deux ans (+12,0% contre +11,5% en mars), sous l'effet de la dynamique des nouveaux prêts bancaires (+13,1% en avril contre +12,7% en mars) et des émissions d'obligations des entreprises (+19,4% en avril contre +17,4% en mars).

L'augmentation des nouveaux prêts bancaires s'explique principalement par les prêts aux ménages à long terme (+439 Mds RMB), compte tenu de la normalisation du secteur immobilier après le Covid-19, ainsi que par les prêts aux entreprises à long terme (+555 Mds RMB). En revanche, les prêts aux



entreprises à court terme ont enregistré une nette contraction par rapport aux mois précédents (-6 Mds RMB en avril contre +875 Mds en mars), durant lesquels le gouvernement chinois est intervenu massivement sous forme de prêts bonifiés pour pallier les difficultés de trésorerie des entreprises.

Il convient également de noter que les émissions d'obligations des entreprises demeurent particulièrement dynamiques (+19,4% en avril contre +17,4% en mars), le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) ayant lancé un système d'enregistrement visant à faciliter les émissions d'obligations à partir du 3 mars.

La croissance des dépôts bancaires s'élève à +9,9% à fin avril, contre +9,3% en mars, soit la plus forte croissance depuis janvier 2018, les dépôts des entreprises non-financières ainsi que des administrations publiques ayant augmenté, après des dépenses importantes durant le pic du Covid-19. En revanche, les ménages ont fortement réduit leur épargne bancaire, probablement en liaison avec la reprise relative de la consommation et/ou des transactions immobilières.

La croissance de l'agrégat de masse monétaire M2 s'accélère à +11,1% en avril contre +10,1% en mars, soit la plus forte croissance depuis janvier 2017.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECONOMIE

### Politique monétaire : la PBoC s'est engagée à mettre en œuvre une politique monétaire "plus flexible" pour contrer l'impact du Covid-19 sur l'économie

Le 10 mai, la PBoC a publié son rapport relatif à la mise en œuvre de la politique monétaire au premier trimestre 2020 et indiqué qu'elle mènerait une politique monétaire "plus flexible" pour contrer l'impact « sans précédent » du Covid-19 sur l'économie et en mettant davantage l'accent sur la croissance et l'emploi. « En réponse aux problèmes causés par une demande insuffisante, une baisse de la consommation, les difficultés du secteur marchand et une pression accrue sur l'emploi déclenchée par l'épidémie de coronavirus, nous intensifierons l'ajustement contra-cyclique des politiques macroéconomiques, et appliquerons résolument une stratégie d'expansion de la demande intérieure », a déclaré la PBoC. La PBoC « maintiendra une liquidité abondante et soutiendra l'économie réelle, en particulier les petites et moyennes entreprises, pour surmonter les difficultés », indique également le rapport.

La PBoC a souligné les nouveaux risques externes pour l'économie chinoise. « L'épidémie internationale a continué de se propager, l'économie mondiale est entrée en récession et l'incertitude augmente », indique le rapport, « La perspective d'une croissance potentielle stable à long terme en Chine n'a pas changé, mais les défis actuels du développement économique sont sans précédent. Les difficultés, les risques et les incertitudes doivent être pleinement estimés, nous devons réagir rapidement et œuvrer avec succès dans tous les aspects relatifs au développement économique et social ».

Au T1 2020, la PBoC avait injecté au total 2000 Mds RMB de liquidité à long terme. Pour faire pièce à l'analyse communément effectuée d'une relative inefficacité du canal de transmission de la politique monétaire à l'économie réelle, la PBoC indique que les nouveaux crédits ont atteint 7100 Mds RMB, 1 RMB de liquidité induisant 3,5 RMB de nouveaux crédits (le chiffre serait de 0,3 aux Etats-Unis et de 0,4 en Europe, pour une unité de liquidité injectée). S'agissant des 300 Mds RMB de crédits spéciaux accordés par la PBoC au début février et destinés aux entreprises « stratégiques » (production, transport et vente de matériel médical essentiel et des nécessités quotidiennes), à la date du 5 mai, 269 Mds RMB avaient été attribués aux 7037 entreprises, à un taux de 1,25%. Pour les 500 Mds RMB de *re-lending* et de *re-discount* accordés à fin février et destinés aux agriculteurs et PME, à la date du 5 mai, 400 Mds RMB avaient été prêtés à 524000 PME et agriculteurs à un taux d'intérêt inférieur à 4,55%. A fin mars, les crédits accordés à la santé et aux services publics ont augmenté de 17,1% pour la prévention et le contrôle de l'épidémie. Les prêts au secteur manufacturier à moyen et à long terme se sont accrus de 16,7%, soit la plus forte croissance depuis avril 2011. La « finance inclusive » (les prêts inférieurs à 10M RMB accordés aux petites et micro entreprises et aux particuliers pour des raisons opérationnelles) a augmenté de 22,2% et couvre 28M d'entités. La croissance des crédits immobiliers s'est ralentie à 13,7% à fin mars contre 15,5% l'année précédente. Le taux d'intérêt des crédits aux entreprises s'est réduit à 4,82% en moyenne en mars 2020 contre 5,12% à fin 2019, reflétant l'incidence positive de la réforme de la méthodologie de calcul du *Loan Prime Rate (LPR)* sur les conditions de financement des entreprises. A fin 2019, plus de 90% des nouveaux crédits sont indexés sur le *Loan Prime Rate (LPR)*, l'objectif étant de réaliser une indexation de la totalité des encours d'ici fin août 2020. Pour mémoire, la PBoC a annoncé le 16 août 2019 un changement de méthodologie de calcul du LPR, qui devra désormais servir de référence pour la détermination des taux d'intérêt pour les nouveaux prêts bancaires. La PBoC a explicitement souligné que l'objectif de cette réforme était de réduire les coûts de financement pour les entreprises et d'améliorer le mécanisme de transmission de la politique monétaire.



En ce qui concerne le renforcement des fonds propres des banques, de janvier 2019 à avril 2020, une vingtaine de banques ont émis au total 718,6 Mds RMB d'obligations perpétuelles, alors que la PBoC a émis au total 48 Mds RMB de *Central Bank Bills Swap (CBS)* pour soutenir l'émission des obligations perpétuelles des banques. Il convient de noter que les grandes banques commerciales d'Etat et les *joint-stock banks* ont constitué les principaux émetteurs en 2019 tandis qu'à partir de cette année, ce sont plutôt les petites et moyennes banques régionales qui ont recours aux obligations perpétuelles, compte tenu de leur besoin de recapitalisation. Pour mémoire, les obligations perpétuelles sont des obligations sans maturité fixe et qui peuvent verser des intérêts à perpétuité en vue d'une recapitalisation des fonds propres des banques. Les premières obligations perpétuelles ont été émises par la *Bank of China* en janvier 2019. Les *CBS* permettent aux banques qualifiées d'échanger temporairement leurs obligations perpétuelles contre les billets de la *PBoC*, ce qui améliorera la liquidité des obligations de ces banques.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## BANQUE ET FINANCE

### Réglementation financière : la Chine assouplirait le régime d'agrément des licences de conservation de titres pour les succursales des banques étrangères

Le 11 mai, le régulateur des valeurs mobilières (CSRC) a publié un projet de réglementation visant à assouplir le régime d'agrément des licences de conservation de titres, projet ouvert aux commentaires publics. Selon la nouvelle réglementation, la Chine accorderait ces licences aux succursales des banques étrangères. Ces succursales n'ont pas de personnalité juridique et n'ont actuellement pas la possibilité d'offrir des services de conservation de titres, car seules les filiales de banques étrangères sont éligibles. Le projet de révision est assorti d'une contrainte de taille, en ce qu'il exige que l'actif net de l'institution postulante soit d'au moins 20 Mds RMB (2,8 Mds USD), soit dix fois plus qu'actuellement.

Au 13 avril, il existait au total 45 institutions disposant d'une licence de conservation de titres en Chine, au nombre desquelles 27 sont des banques commerciales. *Standard Chartered Bank (China) Ltd.* est devenue la première banque étrangère à obtenir une licence de conservation de titres en Chine. Auparavant, cette licence était limitée aux acteurs locaux. En avril de cette année, trois autres banques étrangères *Deutsche Bank*, *Citibank* et *HSBC* ont postulé auprès de la CSRC afin d'obtenir la licence de conservation de titres.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

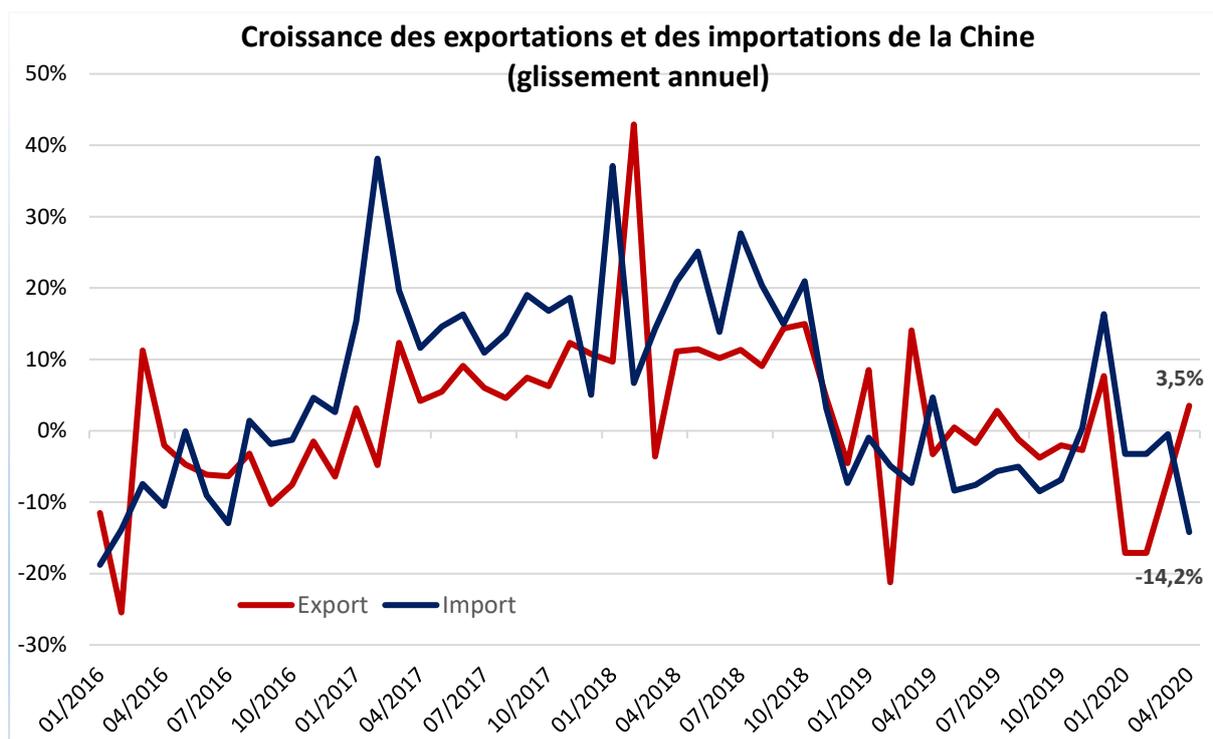
Commerce extérieur de la Chine pour le mois d'avril 2020 (source : douanes chinoises)

**NB : certains des chiffres publiés dans les brèves de la semaine du 4 mai étaient erronés – en avril 2020 les exportations chinoises vers l'Union européenne ont baissé de 4,5 %, les exportations vers les Etats-Unis ont augmenté de 2,2 % et celles vers la Corée du Sud ont augmenté de 20,9 %.**

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>Echanges totaux</b>	355,2	-5,0 %
<b>Exportations chinoises</b>	200,3	+3,5 %
<b>Importations chinoises</b>	155,0	-14,2 %
<b>Balance commerciale</b>	45,3	+227,7 % <i>(augmentation de la balance commerciale de 31,5 Mds USD)</i>

Commerce extérieur de la Chine sur la période janvier-avril 2020 (source : douanes chinoises)

	Montant (Mds USD)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>Echanges totaux</b>	1298,0	-7,5 %
<b>Exportations chinoises</b>	678,3	-9,0 %
<b>Importations chinoises</b>	620,0	-5,9 %
<b>Balance commerciale</b>	58,2	-32,2 % <i>(diminution de la balance commerciale de 27,6 Mds USD)</i>



**Principaux fournisseurs de la Chine sur la période janvier-avril 2020 (source : douanes chinoises)**

Fournisseur	Montant (Mds USD)	Part de marché (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>ASEAN</b>	87,2	14,1	5,3 %
<b>Union européenne</b>	74,0	11,9	-16,5 %
<i>dont Allemagne</i>	29,8	4,8	-12,4 %
<i>dont France</i>	8,3	1,3	-21,0 %
<b>Corée du Sud</b>	52,2	8,4	-8,1 %
<b>Taiwan</b>	54,2	8,7	5,3 %
<b>Japon</b>	52,0	8,4	-4,5 %
<b>Australie</b>	37,8	6,1	2,7 %
<b>États-Unis</b>	36,7	5,9	-5,6 %

**Principaux clients de la Chine sur la période janvier-avril 2020 (source : douanes chinoises)**

Client	Montant (Mds USD)	Part des exports (%)	Evolution en g.a. (valeur USD)
<b>Union européenne</b>	102,6	15,1	-4,5 %
<b>États-Unis</b>	100,2	14,8	-18,1 %

<b>ASEAN</b>	106,2	15,7	+1,0 %
<b>Hong Kong</b>	73,8	10,9	-10,5 %
<b>Japon</b>	43,2	6,4	-5,0 %
<b>Corée du Sud</b>	33,3	4,9	-6,1 %

Selon les chiffres préliminaires des douanes chinoises pour le mois d'avril, les exportations ont augmenté de 3,5 % en g.a. tandis que les importations ont baissé de 14,2 %.

Sur les quatre premiers mois de 2020, les exportations chutent (-9,0 % en g.a.) ; de leur côté, les importations diminuent de 5,9 %. Le total des échanges diminue de 7,5 %, la balance commerciale de la Chine diminue de 27,6 Mds USD pour atteindre 58,2 Mds USD.

En avril, les **exportations chinoises** se sont révélées dynamiques à destination de la plupart de ses partenaires, notamment vers les Etats-Unis (+2,2 % à 32,0 Mds USD), l'ASEAN (+4,2 % à 28,9 Mds USD), le Japon (+33,0 % à 13,7 Mds USD), la Corée du Sud (+8,4 % à 10,1 Mds USD), Taiwan (+20,9 % à 5,1 Mds USD) et l'Australie (+32,0 % à 4,4 Mds USD). Les exportations chinoises vers l'Union européenne ont diminué (-4,5 % à 32,2 Mds USD) malgré la hausse de celles-ci à destination de l'Allemagne (+20,0 % à 7,8 Mds USD) et de la France (+4,6 % à 2,6 Mds USD).

Les exportations de la plupart des produits ont augmenté, notamment les produits mécaniques et électriques (+5,5 % à 118,8 Mds USD), les produits *high-tech* (+10,9 % à 61,0 Mds USD), les vêtements et textiles (+49,4 % à 14,6 Mds USD) et les circuits-intégrés (+8,5 Mds USD à 7,0 %).

Sur les quatre premiers mois, les exportations ont chuté fortement à destination des Etats-Unis (-18,1 % à 100,2 Mds USD), de l'Union européenne (-22,0 % à 102,6 Mds USD), du Japon (-5,0 % à 43,3 Mds USD), de Hong Kong (-10,5 % à 73,8 Mds USD) et de la Corée du Sud (-6,1 % à 33,3 Mds USD). Seules les exportations vers l'ASEAN (+1,0 % à 106,2 Mds USD) et Taiwan (+7,1 % à 17,6 Mds USD) ont subi un choc moins élevé.

Les exportations de produits mécaniques et électriques (-8,8 % à 398,5 Mds USD) et de produits *high-tech* (-6,4 % à 203,8 Mds USD) ont baissé à l'inverse des exportations de circuits intégrés (+8,8 % à 32,4 Mds USD) et de textiles (+1,7 % à 37,3 Mds USD).

En avril, les **importations chinoises** en provenance de la plupart des partenaires commerciaux ont diminué, notamment de l'Union européenne (-21,3 % à 18,7 Mds USD), de l'ASEAN (-37, % à 22,3 Mds USD), du Japon (-5,1 % à 14,7 Mds USD), de la Corée du Sud (-14,5 % à 13,5 Mds USD) et des Etats-Unis (-11,1 % à 9,2 Mds USD). A l'inverse, les importations en provenance de Taiwan (+14,3 % à 15,4 Mds USD) ont été dynamiques, celles d'Australie stables (+1,0 % à 10,0 Mds USD).

Parmi les principaux postes, les importations de produits *high-tech* (+4,3 % à 53,7 Mds USD), de produits agricoles (+5,7 % à 14,1 Mds USD) et minerais de fer (+18,2 % à 8,5 Mds USD) ont été dynamiques. En revanche, les importations de pétrole brut (-49,3 % à 10,9 Mds USD) se sont effondrées, celles de produits mécaniques et électriques ont diminué (-2,7 % à 73,2 Mds USD).

Sur les quatre premiers mois de 2020, les importations en provenance de l'Union européenne (-16,5 % à 74,0 Mds USD) et de Hong Kong (-33,6 % à 2,0 Mds USD) se sont effondrées. Celles en provenance de la Corée du Sud (-8,1 % à 52,2 Mds USD), du Japon (-4,5 % à 52,0 Mds USD) et des Etats-Unis (-5,6 % à 36,7 Mds USD) ont marqué le pas. A l'inverse, les importations en provenance de l'ASEAN (+5,3 % à 87,2 Mds USD), de Taiwan (+5,3 % à 54,2 Mds USD) et d'Australie (+2,7 % à 37,8 Mds USD) ont été dynamiques.

Les importations de produits *high-tech* (+0,9 % à 194,5 Mds USD), de produits agricoles (+7,9 % à 51,2 Mds USD) et de minerais de fer (+16,0 % à 32,3 Mds USD) ont augmenté, celles de produits mécaniques et électriques (-3,0 % à 269,6 Mds USD) et de pétrole brut (-8,1 % à 69,8 Mds USD) ont en baissé.

### Politique commerciale : la Chine impose des contraintes aux importations australiennes d'orge et de viande bovine

Le 11 mai, les autorités chinoises ont annoncé avoir lancé une enquête anti-dumping sur les importations d'orge en provenance d'Australie ; les droits pourraient se monter à 80 %. La Chine a annoncé attendre une réponse de l'Australie pour le 18 mai et prendra sa décision le 19 mai. Le lendemain, les Douanes chinoises annonçaient aussi suspendre les importations de bœuf de quatre grands fournisseurs (représentant 35 % des exportations de bœuf australien vers la Chine), sans préciser de motif. Selon le ministre australien du Commerce, M. Simon Birmingham, ces suspensions sont liées à des infractions techniques mineures liées aux exigences chinoises en matière de santé et d'étiquetage.

Ces décisions procèdent des tensions avec l'Australie qui réclame l'ouverture d'une enquête sur la gestion du COVID-19 par la Chine, à l'unisson des États-Unis. Le porte-parole du Ministère chinois des Affaires étrangères a certes assuré que ces mesures n'étaient pas liées à ce contexte, mais il a laissé peu de doute sur le contraire (« *Sound and stable China-Australia ties serve the common interests of both, but it takes efforts from both sides to ensure such a relationship. We hope Australia can work with us to uphold mutual respect, equality and mutual benefit and strive to advance bilateral cooperation and mutual trust, as is in keeping with the two sides' comprehensive strategic partnership* »). La presse chinoise affirme quant à elle que l'adoption éventuelle de mesures anti-dumping n'est pas une sanction mais un avertissement qui sera « fondée sur les faits ».

La Chine a importé 5,9 M. t d'orge (brassicole et fourrager) en 2019, pour un montant d'1,56 Md USD. Son besoin en orge fourrager a certes baissé avec les ravages de la peste porcine africaine (PPA) qui a décimé la moitié de son cheptel porcin : les importations avaient atteint 8,9 M. t en 2017 et 6,8 M. t en 2018 mais restent néanmoins à un niveau élevé. Or, l'Australie est de loin son 1er fournisseur (57 % en moyenne entre 2014 et 2019), loin devant la France (18 %) et le Canada (16 %), pays avec lequel les relations sont également tendues. Ces droits anti-dumping se traduiraient donc par un renchérissement du prix de l'orge sur le marché chinois, qui pèserait sur les producteurs (déjà pénalisés par la PPA, pour l'orge fourrager, et la saturation du marché de la bière, pour l'orge brassicole) et les consommateurs. Pour mémoire, lorsque les autorités chinoises cherchaient des produits sur lesquels imposer des droits compensateurs, au début des tensions commerciales avec les États-Unis, en 2018, elles avaient considéré les céréales ; elles avaient finalement reculé, faisant le calcul – exact – que ces droits se transfèreraient aux consommateurs. La Chine peut toutefois compter, pour limiter l'impact de ces hausses, sur des stocks de blé mondiaux qui devraient atteindre un niveau record en 2020-2021 (310 M. t).



La situation est similaire pour la viande bovine : la PPA créera en 2020 un déficit en Chine d'environ 27 M. t. en viande porcine (trois fois le total du commerce mondial). Il devra être compensé par une baisse de la consommation – qui s'est déjà réduite de 10 M. t. en 2019, du fait de la hausse des prix (+ 235 % depuis janvier 2019) – et par une hausse de la production de viande d'autres espèces et des importations, toutes viandes confondues. Ainsi, non seulement les flux de produits porcins se sont accrus en 2019 (de 2,2 M. t. (2018) à 3 M. t, viandes et abats confondus, pour un montant de 6,6 Md USD) mais il en va de même de la viande bovine (de 1 M. t. (2018) à 1,7 M. t, pour un montant de 8,2 Md USD). Or, l'Australie est le 3ème fournisseur de la Chine en viande bovine (307 000 t. en 2019 et 21 % du volume total en moyenne entre 2014 et 2019) après le Brésil (24 %) et l'Uruguay (23 %), devant l'Argentine (16 %) et la Nouvelle-Zélande (12 %).

Le choix des autorités de cibler ces deux produits essentiels souligne donc la prédominance de la décision politique sur les considérations économiques.

### Relations US-Chine : les investissements chinois aux États-Unis tombent à leur plus bas niveau depuis 2010 :

D'après un rapport du *US.-China Investment Project*<sup>1</sup>, les investissements chinois aux États-Unis ont diminué de 11,1 % (à 4,8 Mds USD) en 2019, soit le niveau le plus bas depuis 2010. Les investissements américains en Chine ont quant à eux augmenté de 9,3 % (à 14,1 Mds USD).

Selon le rapport, le ralentissement des investissements chinois aux États-Unis serait dû aux restrictions chinoises sur les capitaux sortants, au renforcement de la surveillance des investissements chinois aux États-Unis, au ralentissement de la croissance économique chinoise et aux tensions croissantes entre les deux pays.

### Guerre commerciale : la Chine annonce une nouvelle série d'importations américaines éligibles à des exemptions de droits de douane

Le ministère des Finances chinois a publié mardi une deuxième série de 79 produits qui seront exemptés de droits de douane à partir du 19 mai, pour une durée d'un an. La liste comprend des équipements radar pour avions, des pièces de semi-conducteurs, des désinfectants médicaux et une série de métaux précieux de minerais de terres rares et de produits chimiques et pétrochimiques.

Les importateurs doivent s'adresser à l'Administration générale des douanes dans les six mois suivant l'annonce afin de bénéficier des exemptions.

Pour rappel, la première série d'exclusions a été annoncée en septembre 2019 ([brèves du 9 septembre 2019](#)), et comprenait les principaux produits agricoles tels que le soja et le porc, ainsi que des produits pétrochimiques.

De plus, les douanes chinoises ont annoncé le 14 mai l'autorisation des importations d'orge et de myrtilles en provenance des États-Unis.

### Guerre commerciale : tensions États-Unis-Chine concernant l'accord de phase 1

Des tensions concernant l'accord *phase-1* ont éclaté cette semaine par un éditorial du *Global Times* suggérant que des voix dissidentes au sein du gouvernement chinois poussaient à la renégociation de l'accord en réponse aux allégations des États-Unis concernant le Covid-19. Donald Trump a par la suite

<sup>1</sup> Une initiative de Rhodium et du National Committee on US-China Relations.

répondi qu'il n'était pas intéressé de renégocier l'accord, a ensuite tweeté « *As I have said for a long time, dealing with China is a very expensive thing to do. We just made a great Trade Deal, the ink was barely dry, and the World was hit by the Plague from China. 100 Trade Deals wouldn't make up the difference - and all those innocent lives lost!* ». Il a par la suite déclaré lors d'une interview à Fox News qu'il pourrait « couper toute relation » avec la Chine, et que la seule conséquence serait « d'économiser 500 Mds USD », faisant vraisemblablement référence aux importations annuelles de biens chinois.

### Défense commerciale : la Chine prolonge les droits anti-dumping de certains tuyaux en acier allié en provenance l'UE et des Etats-Unis

Le ministère chinois du Commerce (MofCom) a annoncé un prolongement de 5 ans, à partir du 10 mai, des droits anti-dumping de certains tuyaux en acier allié<sup>2</sup> en provenance de l'UE et des Etats-Unis. Les taux des droits imposés sont de 101,0 % ou 147,8 % pour les entreprises américaines, et de 57,9 % ou 60,8 % pour les entreprises européennes. La Chine impose des droits antidumping sur certains tuyaux en acier allié de l'UE et des Etats-Unis depuis mai 2014.

[Lire l'annonce du MofCom](#)

### Relation UE-Chine : appel téléphonique entre Zhong Shan, Phil Hogan et Thierry Breton

Le 11 mai, un appel téléphonique s'est tenu entre Zhong Shan, Ministre chinois du Commerce et les Commissaires européens Phil Hogan (Commerce) et Thierry Breton (Marché intérieur).

Selon le communiqué du ministère chinois du Commerce (MofCom), Zhong Shan a exprimé la volonté de la Chine de:

- 1) continuer son assistance aux pays de l'UE en matière d'équipements médicaux et de renforcer le contrôle de la qualité des produits ;
- 2) accélérer les négociations pour un accord d'investissement avec l'UE ;
- 3) promouvoir la réforme de l'OMC afin de sauvegarder le système de commerce multilatéral.

Thierry Breton a souligné l'importance du maintien de la chaîne d'approvisionnement entre la Chine et l'UE, et Phil Hogan a exprimé la volonté de l'UE de travailler avec la Chine afin de conclure les négociations de l'accord d'investissement cette année.

Selon le *South China Morning Post*, Bruxelles a insisté sur la réciprocité de l'accès au marché et demande un traitement équitable pour les entreprises européennes en Chine. De plus, l'UE a souhaité rajouter dans l'accord des clauses de protection de l'environnement et des salariés, la Chine reste réticente à ce sujet.

[Lire le communiqué du MofCom](#)

*Retour au sommaire ([ici](#))*

---

<sup>2</sup> Les tubes et tuyaux sans soudure en acier allié pour les hautes températures et hautes pressions



## CLIMAT DES AFFAIRES

### Investissements entrants : le gouvernement chinois publie un nouveau projet de mesures pour l'enregistrement des entreprises étrangères

Le 15 avril, l'Administration d'Etat pour la Réglementation du Marché de la Chine (SAMR) a publié un nouveau projet de mesures pour l'enregistrement des entreprises étrangères. Ces mesures entreront en vigueur le 1 juillet 2020, et remplaceront la dernière version daté de 2016.

Ce nouveau projet de mesures intègre certains éléments de la loi sur les investissements étrangers et de ses décrets d'application, notamment la notion de traitement égal à l'enregistrement des entreprises chinoises et étrangères.

Le projet de mesures souligne également qu'une liste d'entités autorisées pour l'enregistrement des entreprises étrangères sera publiée sur le site de la SAMR.

Enfin, ce nouveau projet prévoit que la SAMR aura seule le pouvoir d'annuler les actions administratives des administrations de la Réglementation du Marché de niveau inférieur (provincial et municipal).

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## INDUSTRIE ET NUMERIQUE

### **Automobile : les ventes de véhicules ont augmenté de 4% en avril par rapport à 2019, avec des résultats contrastés selon les segments et les constructeurs**

Selon les [statistiques](#) de la China Association of Automobile Manufacturers (CAAM), les ventes d'automobiles – toutes catégories confondues – en Chine au mois d'avril se sont établies à 2,07 M d'unités, soit une hausse de 43,5% par rapport à mars, et même de 4,4% par rapport à avril 2019. Il s'agit de la première croissance mensuelle (en glissement annuel) du marché automobile en Chine depuis 21 mois. Ce chiffre est néanmoins à relativiser : les ventes de véhicules de tourisme, bien qu'en hausse de 45,6% par rapport au mois de mars, sont restées inférieures de 2,6% à leur niveau d'avril 2019, illustrant la prudence des consommateurs dans un contexte économique qui reste incertain. Certaines marques pâtissent particulièrement de cette situation : les ventes de la coentreprise PSA-Dongfeng ont ainsi chuté de 59% en avril par rapport à 2019 (11 249 véhicules vendus) alors que la municipalité de Wuhan envisagerait [de reprendre](#) l'une des usines du groupe.

Le segment des véhicules à énergie nouvelle (VEN) continue également de souffrir, avec des ventes (72 000 unités) inférieures de 26,5% à leur niveau d'avril 2019. Selon Jia Xinguang, directeur exécutif de la China Automobile Dealers Association, le secteur des VEN pourrait reculer de [près de 30%](#) en Chine sur l'ensemble de l'année 2020, à cause notamment de [la faiblesse de certains constructeurs](#) et de la baisse des prix de pétrole. L'annonce par le Ministère des Finances de la dégressivité dans le temps des subventions démontre la volonté du gouvernement d'accompagner la consolidation du secteur, sans toutefois arrêter brutalement le soutien à la filière. Certaines entreprises modestes, faisant face à un risque de faillite à court terme, pourraient ainsi être absorbées dans les prochains mois par des acteurs plus solides (Nio, Xpeng, Weltmeister, etc.). Suite à plusieurs mois de croissance pendant la crise (10 160 véhicules vendus en mars, le Model 3 étant le VEN le plus vendu en Chine à cette période), Tesla semble également rencontrer des difficultés. Après avoir vu ses ventes [chuter de 64% en avril](#) par rapport au mois précédent l'usine du groupe Shanghai a dû [interrompre](#) temporairement ses activités début mai à cause de ruptures d'approvisionnement dues à l'épidémie en Amérique du Nord.

A l'inverse, le segment des véhicules commerciaux a connu une très forte croissance (534 000 ventes - +61% en glissement annuel), et est également marqué par une reprise des investissements de la part des constructeurs. Cette reprise « en V » des ventes de véhicules commerciaux est un signe positif de la confiance des entreprises dans les perspectives de reprise de l'activité alors que, sur l'ensemble de l'économie chinoise, les investissements en *fixed assets* ont [reculé](#) de 10,3% sur les quatre premiers mois de l'année 2020.

### **Cyber sécurité : les États-Unis accusent des hackers chinois de préparer un vol de données liées au développement d'un vaccin contre le COVID-19**

Selon le [New York Times](#) et le [Wall Street Journal](#), le FBI et de le Department of Homeland Security prépareraient à rendre publique une mise en garde formelle contre les hackers chinois, accusés de chercher à acquérir des informations liées au développement de vaccins et de traitement contre le COVID-19. Le document mentionnerait notamment que la Chine cherche à obtenir, « *via des moyens illégaux, de la propriété intellectuelle précieuse et des données de santé publique liées au vaccins, aux traitement et aux tests* » et se focaliserait sur le vol de données via des moyens cyber et sur les actions d'« *acteurs non traditionnels* » (i.e. les chercheurs et étudiants chinois installés aux États-Unis). Le 5 mai 2020, le [Department of Homeland Security](#) américain et le National Cyber Security Center (NCSC) britannique avaient déjà [communiqué](#) sur la recrudescence d'actions cyber malveillantes ciblant les « services de santé et essentiels » - sans toutefois mentionner aucun pays. En réponse, le porte-parole

du Ministère des Affaires Etrangères chinois, Zhao Lijian, accusé les Etats-Unis de « diffamation », leur renvoyant la responsabilité de « la plupart des opérations de cyberattaques dans le monde ».

La Chine est régulièrement accusée de recourir au cyber espionnage à des fins de transferts technologiques. En septembre 2015, les deux présidents américain et chinois avaient conclu une trêve en signant un accord devant limiter les attaques cyber visant à acquérir des gains de nature économique (vol de secrets commerciaux, de technologies, etc.). En 2018, la NSA avait [laissé entendre](#) que la Chine n'en respectait plus les termes. Dans le cadre de l'épidémie de COVID-19, la Chine aurait toutefois elle-même également fait l'objet d'attaques – en provenance d'[Inde](#) ou du [Vietnam](#), notamment - visant à acquérir des données scientifiques sur de possibles vaccins ou traitement.

### **Télécommunications : l'opérateur Digicel nie tout projet de rachat de China Mobile pour ses activités dans le Pacifique**

Selon l'Australian Financial Review, China Mobile [aurait tenté](#) de faire l'acquisition des activités de Digicel dans la région Pacifique, couvrant les territoires de Tahiti, du Vanuatu, de la Papouasie-Nouvelle Guinée, des Fidji et des Samoa. Le montant de la transaction était estimé à 900 M USD (833 M EUR). Un représentant de Digicel aux Fidji a cependant catégoriquement nié ces allégations.

Digicel est un opérateur téléphonique basé à Kingston (Jamaïque) et qui a été fondé en 2001 par l'homme d'affaires irlandais Denis O'Brien. Aujourd'hui, le groupe est actif dans 32 pays et territoires des Caraïbes et du Pacifique. Endetté à hauteur de 6,7 Mds USD (6,2 Mds EUR), une telle vente d'actifs pourrait permettre à Digicel de se renflouer mais la participation d'un groupe public chinois aurait pu être une source de tensions pour l'entreprise vis-à-vis du gouvernement australien, qui dispose d'une grande influence dans la région. En 2018, l'Australie [avait financé](#) le déploiement d'un câble sous-marin reliant les Iles Salomon, la Papouasie-Nouvelle Guinée et l'Australie afin de contrer un projet mené par Huawei.

Le groupe public China Mobile est le premier opérateur mobile chinois (950 M d'abonnés mobile en Chine en 2019). En novembre 2019, le groupe avait annoncé sa volonté de lancer son propre fonds de financement de start-ups doté d'1 Md CNY (130 M EUR). Le groupe possède déjà des participations dans des groupes tels que Xiaomi (électronique) ou iFlytek (intelligence artificielle). En juin 2019, Yang Jie, président de China Mobile, avait en outre annoncé son souhait d'investir 3 Mds CNY (390 M EUR) dans la création de contenus (jeux vidéo et vidéos HD). Depuis plusieurs années, China Mobile investit également à l'étranger ([6,5 Mds CNY](#) - 850 M EUR - en 2018) via des fonds d'investissements mais aussi des prises [de participations directes](#) (Zong au Pakistan, True en Thaïlande, Axiata en Malaisie, intérêt pour M1 à Singapour...). Certains projets d'acquisitions du groupe à l'étranger n'ont toutefois pas abouti: cela a été le cas notamment à Singapour, en Inde, en Ouzbékistan et au Pakistan.

### **Economie numérique : la Chine accélère sur le déploiement des infrastructures de réseau pour l'internet des objets (IoT)**

Le Ministère de l'Industrie et des Technologies de l'Information (MIIT) a présenté le 7 mai ses « [avis sur l'approfondissement du développement global de l'Internet mobile des objets \(IoT\)](#) ». Ce document réaffirme les principaux objectifs du développement de cette industrie, reprenant largement ceux identifiés dans le « [plan de développement global pour la construction de réseaux NB-IoT](#) » (2017). Parmi ces orientations, on note un fort soutien à la standardisation du secteur ainsi qu'au développement d'initiatives locales. D'un point de vue technologique, le gouvernement encourage la migration des services IoT des réseaux 2G / 3G vers le NB-IoT (*narrow-band*), la 4G et la 5G.



La technologie NB-IoT, est une priorité industrielle de la Chine. Celle-ci est considérée comme plus efficace énergétiquement et en termes de coûts, tout en permettant une couverture relativement large pour des flux de données modérés. Ces critères correspondent à un grand nombre d'applications IoT tels que les compteurs intelligents, l'éclairage connecté ou encore le stationnement. Ce réseau est complémentaire de la 5G, qui permet des flux de données élevés et un temps de latence réduit, convenant plus particulièrement aux applications industrielles ainsi qu'à la mobilité autonome. Selon Huawei, plus de 60% des connexions IoT dans le monde en 2020 sont bas-débit (moins de 100Kbps - technologies NB-IoT, LoRa, SigFox et Zigbee), 30% sont moyen débit (entre 100 Kbps et 1 Mbps) et 10% sont haut débit (plus de 10 Mbps). Un « [sommet 5G NB IoT](#) » avait été organisé le 15 avril 2020 (en visioconférence) par le MIIT en présence de représentants des trois principaux opérateurs télécoms nationaux ainsi que de Huawei. Ces entreprises se classent au sommet du [classement mondial](#) des entreprises du secteur établi à l'occasion par la World Internet of things Convention (WIOTC), une organisation basée à Pékin.

Pour soutenir le développement de l'IoT, le déploiement d'infrastructures suffisantes est un prérequis, identifié comme une priorité par les autorités. Fin 2019, 700 000 stations de base NB-IoT avaient ainsi été déployées en Chine, couvrant la majeure partie des grandes et moyennes agglomérations du pays. De même, 130 000 stations de base 5 G avaient déjà été installées par les principaux opérateurs fin 2019, un nombre qui [pourrait atteindre](#) 550 000 d'ici fin 2020, porté notamment par les investissements en « nouvelles infrastructures » promus par le gouvernement. Enfin, la géolocalisation étant nécessaire pour de nombreuses applications IoT, la Chine a lancé le 12 mai [deux satellites](#) (Xingyun-2 01 et 02) dédiés au développement d'applications IoT. L'objectif du pays est de placer 80 satellites de ce type en orbite à l'horizon 2023.

A la fin du premier trimestre 2020, les trois grands opérateurs nationaux (China Mobile, China Unicom et China Telecom) [recensaient](#) un total de 1,078 Md d'utilisateurs de terminaux IoT, en hausse de 49,4% en glissement annuel. Dans les prochaines années, le think tank CAICT, qui dépend du MIIT, anticipe une croissance annuelle moyenne de 30% du marché chinois de l'IoT, estimé en 2018 à 1 500 Mds CNY (195 Mds EUR).

*[Retour au sommaire \(ici\)](#)*

## DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

### **Aéroports : Le fret aérien compense partiellement une exploitation en berne, Zhengzhou tire son épingle du jeu**

Les aéroports chinois ont récemment publié leurs rapports d'activité pour les premiers mois d'exploitation de 2020. Comme partout ailleurs, l'épidémie de COVID-19 a durement affecté l'exploitation aéroportuaire, compte-tenu de l'effondrement du trafic aérien en février et en mars, mais aussi des mesures drastiques de réduction des vols internationaux décidées par l'Administration de l'aviation civile de Chine (CAAC) fin mars, et qui se poursuivent encore, telles que la limitation à une fréquence par compagnie, par pays et paire de points (politique dite « 5-1 ») ou le déroutement des passagers à destination de Pékin dans 12 points « d'escale sanitaire ».

Ainsi, les aéroports de Pékin Capital et de Shanghai Pudong, hubs internationaux, ont vu leur volume global d'activité s'effondrer de 40 à 50 %, dont -86,1 % en février et -86,5 % en mars 2020 par rapport à l'an dernier pour le trafic passager international à Pékin, -81,53 % en février et -85,03 % en mars pour les vols internationaux à Shanghai Pudong. A noter toutefois une très légère reprise du trafic international à Canton, (-83,57 % en février et -73,51 % en mars), Shenzhen (-79,49 % en février et -48,15 % en mars) ou Chengdu (-74,24 % en février et -56,65 % en mars), porté essentiellement par des liaisons régionales avec des pays voisins.

Certes, le fret aérien permet aux aéroports chinois de compenser en partie les pertes d'activité liées à la quasi-absence de trafic passager. Ainsi, pour Shanghai Pudong, si le bénéfice d'exploitation au premier trimestre de 2020 était de 1,636 Md CNY, soit une baisse de 41,97 % en glissement annuel, cela constitue tout de même un résultat net de 80 M CNY. Ce n'est cependant pas le cas pour Canton Baiyun (1,314 Md CNY de résultat d'exploitation au T1 2020, soit -34,58 % et -63 M CNY de résultat net) ou de l'aéroport de Shenzhen (562 M CNY de résultat d'exploitation au T1 2020, soit -38,44 % et -121 M CNY de résultat net),

Au-delà du renforcement de programmes réguliers de vols tout-cargo et de séries de vols charters (cinq fois supérieur à la normale), la nouveauté de cette période épidémique consiste en la multiplication de vols « pax-to-freighter », c'est-à-dire d'appareils configurés passagers, circulant à vide, avec du fret en soute. L'aéroport de Shanghai Pudong est énormément sollicité par tous types d'opérations de fret aérien : dans la dernière quinzaine d'avril, 354 vols cargo décollaient chaque jour en moyenne, avec une pointe de 400 vols cargo le 30 avril. La congestion de l'aéroport a entraîné la fermeture pour l'ensemble du mois de mai de l'accès de Pudong aux opérations charters, faute de capacité d'absorption par les services au sol et de maintenance. La congestion frappe également les aéroports de Shenzhen et Canton, et dans une certaine mesure Ningbo et Nankin.

D'autres aéroports chinois profitent de cette croissance dynamique de la demande et de l'offre cargo, comme les aéroports de Wuhan, Xi'an et surtout Zhengzhou. En avril, l'aéroport de Zhengzhou estimait un gain de 30 % de croissance par rapport à la même période en 2019, plus forte progression sur le plan national. L'aéroport de Zhengzhou a également été sélectionné le 8 mai dernier par la CAAC pour mener sur deux ans un projet pilote de dématérialisation de procédures entre les différents acteurs (compagnie, aéroport, transitaire, exportateur et douanes), dans la suite des orientations fin mars du Conseil des Affaires d'Etat de soutien à l'activité cargo en Chine. Dans le but de capitaliser sur cette croissance de la demande de fret aérien, le 10 mai dernier la province du Henan se dotait de sa propre compagnie cargo, Zhengzhou Airlines (certificat d'exploitation de la CAAC délivré le 26 avril), avec un vol inaugural en Boeing 737-300 tout-cargo vers Shenzhen.

## **Aéroports : la Chine poursuit sa politique d'investissements**

Les aéroports sont intégrés dans la politique de relance par des investissements dans les infrastructures. La CAAC a annoncé dès février la reprise progressive des travaux de construction et d'aménagement aéroportuaire, en délivrant aux entrepreneurs des consignes de protection et prévention sanitaires contre l'épidémie de COVID-19. Parmi les 81 projets recensés au 3 mars 2020, la grande majorité des chantiers ont repris leur activité, s'agissant des relocalisations d'aéroports (parmi lesquels Chengdu Tianfu, Qingdao Jiaodong ou l'aéroport d'Ankang) et d'autres programmes concernant des projets de reconstruction ou extension (dont « phase III » à Hangzhou Xiaoshan, ou le terminal 3 et le hall satellite de Shenzhen). Par ailleurs, depuis le 11 février, la CAAC évalue les offres pour de nouveaux projets concernant les aéroports de Zhuhai, Changchun, Beihai, Hohhot, Wulanhohhot, Jieyang Chaoshan, Yueyang, Changbaishan, Chengdu Shuangliu, Yantai, ainsi que des nouvelles installations de tours de contrôles.

La CAAC a annoncé diverses mesures en soutien aux aéroports. Ainsi, ont été décidé l'octroi de subventions aux aéroports de Nanchang, Yushu et Libo, approuvé la révision de plans globaux pour les aéroports de Shenyang, Harbin, Wuhan, Hefei, Tianjin, et confirmé le site de construction de l'aéroport de Henan Zhoukou. Par ailleurs, suite à un avis conjoint récent du Ministère des transports et de la CAAC, les autorités chinoises centrales ont décidé de financer, via le fond de développement de l'aviation civile, les aéroports de petite et moyenne tailles (avec moins de 2 millions passagers/an), de manière à doter les régions enclavées d'infrastructures aéroportuaires. Les autorités locales sont encouragées à participer au financement des aéroports de leur circonscription. D'autres mesures de soutien sont recommandées, comme la coordination de la gestion de l'espace aérien, et l'amélioration de l'interconnexion de l'offre des divers modes de transport depuis et vers les aéroports (multimodalité)

A titre d'illustration, la province du Shandong a ainsi rendu public le 6 mai une politique de développement des aéroports dans la province : en plus du financement du gouvernement central, sont prévues des enveloppes complémentaires par la province et les autorités aéroportuaires (à hauteur de 20 %) et par les autorités municipales dans laquelle l'aéroport se situe (80 %).

Enfin, ADP a été sélectionné parmi deux autres entreprises concurrentes pour la construction du Terminal 3 de Canton Baiyun, qui a l'objectif d'une capacité d'accueil de 35 millions de passagers pour porter la capacité de Canton à 120 millions de passagers par an d'ici à 2030 (voir 140 millions d'ici 2045).

## **Développement durable : nouvelle politique d'évaluation des cadres provinciaux en fonction de leurs résultats environnementaux**

Le Conseil des affaires d'Etat a publié en avril 2020 une circulaire relative aux mesures d'évaluation des cadres provinciaux, en fonction de leurs résultats dans la lutte contre la pollution. L'évaluation couvre cinq aspects : (i) l'élaboration et la mise en place de la liste des responsabilités du PCC provincial et de la préfecture en matière de protection de l'environnement ; (ii) la législation et l'application de la loi environnementale ; (iii) la qualité de l'environnement et l'achèvement des objectifs de la lutte contre la pollution et du contrôle de l'épidémie ; (iv) l'utilisation du budget destiné à la protection de l'environnement et (v) le degré de satisfaction du public quant à l'environnement local. Par ailleurs, si un événement particulièrement grave de pollution de l'environnement se produit dans une province, le résultat de l'examen ne pourra pas atteindre la meilleure note. A noter que la circulaire ne mentionne pas la question des émissions de gaz à effet de serre.

Les évaluations seront menées par le groupe dirigeant central de l'inspection de l'environnement (créé en juin 2019 et présidé par le Vice-Premier ministre M. HAN Zheng) avec la participation du Comité central du PCC, du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale, du Conseil des affaires d'Etat et du Ministère de l'écologie et de l'environnement (MEE). Les résultats de l'évaluation seront pris en compte dans la nomination et révocation des cadres.

Pour mémoire, le 3 mars dernier le PCC avait publié avec le Conseil des affaires d'Etat des lignes directrices pour une « gouvernance moderne de l'environnement », dans lesquelles les responsabilités du PCC en matière environnementale et la formation des cadres sur les sujets environnementaux étaient renforcées (cf. *Brèves du SER de la semaine du 2 mars 2020*).

Lire la circulaire complète en chinois :

[http://www.gov.cn/zhengce/2020-04/30/content\\_5507825.htm](http://www.gov.cn/zhengce/2020-04/30/content_5507825.htm)

### **Développement durable : volet environnemental de la visite de XI Jinping dans la province du Shanxi**

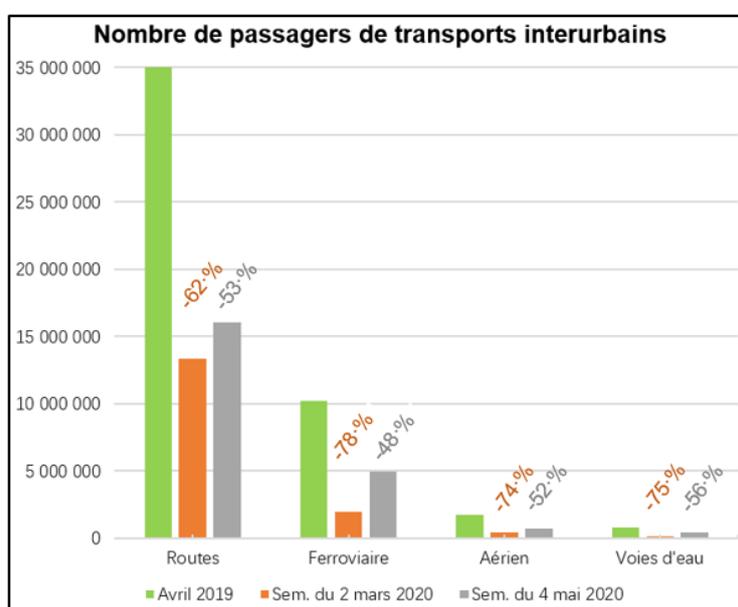
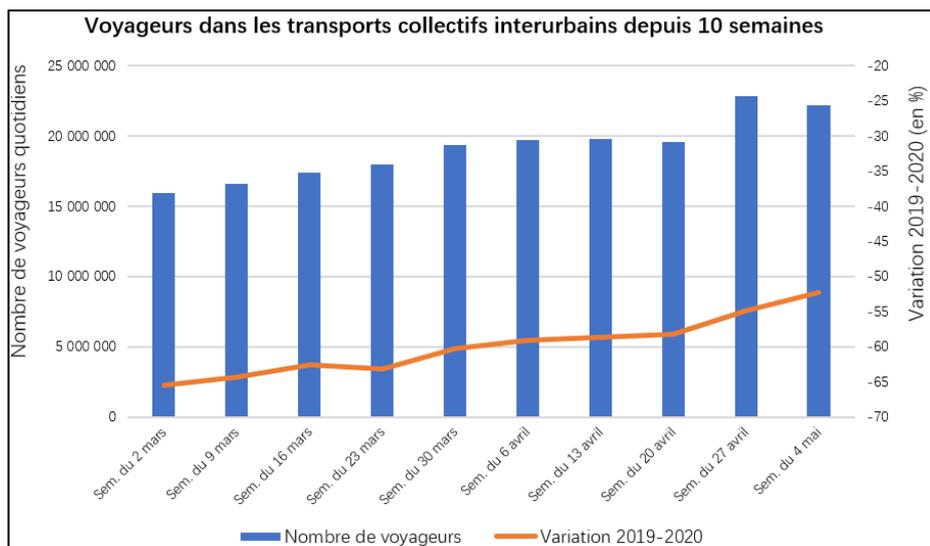
Lors de sa tournée de deux jours dans le Shanxi, le Président chinois XI Jinping s'est rendu le 12 mai à Taiyuan (ville capitale de la province) pour effectuer une inspection de la restauration écologique du bassin de la rivière Fen, le deuxième plus grand affluent du fleuve Jaune. Lors de la visite, M. XI a souligné qu'il fallait concilier protection de l'environnement, « révolution énergétique » et transition économique. Pour mémoire, le premier projet pilote de « révolution énergétique » en Chine avait été approuvé dans le Shanxi en mai 2019 (cf. *Brèves du SER du 28 octobre 2019*). Il a également rappelé l'importance de la protection du bassin du fleuve Jaune, érigée en « stratégie nationale majeure » en septembre dernier (cf. *Brèves du SER du 16 septembre 2019*).

Le développement durable a été un thème prédominant dans les trois déplacements en province du dirigeant chinois depuis l'accalmie de la crise sanitaire (cf. *Brèves du SER du 20 avril 2020* pour sa visite dans le Shaanxi et cf. *Brèves du SER du 30 mars 2020* pour sa visite dans le Zhejiang). Comme le mentionne le Quotidien du Peuple, « à la veille de l'ouverture des *Lianghui*, XI Jinping a souligné de nouveau la construction de la civilisation écologique lors de sa visite locale, ce qui transmet un signal très clair : quelle que soit la difficulté de la conjoncture, la Chine poursuivra avec constance un développement vert ».

Pour mémoire, l'Agence française de développement (AFD) finance un projet de restauration des zones humides à Qixian dans le Shanxi.

### **Transports : Légère reprise de la mobilité interurbaine à l'issue des vacances du 1<sup>er</sup> mai**

Selon les statistiques journalières publiées par le Ministère des transports, la reprise des transports interurbains de passagers est lente puisque la baisse globale des trajets nationaux (tous modes de transports confondus) est encore début mai d'environ 24 400 000 passagers quotidiens, soit -52 % par rapport à 2019 (env. 46 600 000 passagers journaliers l'année dernière), malgré un léger rebond pendant les cinq jours de vacances à l'occasion de la Fête du travail.



Pour mémoire, le trafic routier représente env. 79 % des voyages de passagers interurbains (pour un trajet moyen de 67 km), le ferroviaire env. 17 % (trajet moyen de 436 km), 3 % pour l'aérien (trajet moyen de 1725 km) et 1 % pour les voies d'eau (trajet moyen de 27 km) selon le Bureau national des statistiques (chiffres 2017).

### Energie : fort impact de la crise sanitaire sur les résultats de State Grid et de China Southern Power Grid au premier trimestre

Les deux entreprises d'Etat *State Grid* et *China Southern Power Grid* qui se partagent le marché chinois de la transmission et de la distribution d'électricité ont été fortement affectées par la crise sanitaire au premier trimestre 2020. Sur cette période, *State Grid* aurait enregistré un chiffre d'affaires de 569 Mds CNY (env. 74 Mds EUR), soit -9 % en g.a., et une perte de 926 M CNY (contre un profit d'env. 16 Mds CNY sur cette période l'année passée). *China Southern Power Grid* aurait réalisé un chiffre d'affaires de 108 Mds CNY (-10 % en g.a.) et un profit de 827 M CNY (-81 % en g.a.). Cette baisse des chiffres d'affaires et revenus est due, en dehors de la baisse de la consommation d'électricité au 1<sup>er</sup> trimestre (-6,5 % en g.a.), à la participation des deux entreprises aux mesures du gouvernement de

soutien à l'économie. Ainsi, les électriciens s'étaient engagés à baisser leurs prix de l'électricité pour une grande partie des entreprises de février à juin 2020, cela représentant un manque à gagner de près de 60 Mds CNY pour le duopole sur cette période.

Pour autant, cette baisse de revenu ne semble pas entraver le dynamisme des deux entreprises, fortement intégrées à la mise en œuvre de la stratégie de Nouvelles infrastructures du gouvernement. Les deux entreprises d'Etat avaient annoncé de nouveaux investissements dans les lignes à ultra haute tension (UHV) et les stations de recharge pour véhicules électriques pour plusieurs Mds de CNY. En outre, la crise sanitaire pourrait avoir un effet catalyseur quant à la diversification des activités du duopole, alors que les revenus liés aux activités de transmission et de distribution d'électricité sont sous pression (tendance de réduction des prix de l'électricité et de libéralisation des mécanismes de prix de l'électricité), le duopole cherchant à se diversifier vers plus d'activités de services aux utilisateurs (assurance, numérique, etc.).

Pour mémoire, *State Grid Corporation of China* (SGCC) et *China Southern Power Grid* ont été créées en 2002, dans le cadre d'une réorganisation du secteur de l'électricité (gouvernance et actif). SGCC est chargée des activités de transmission et de distribution d'électricité sur la majorité du territoire chinois, tandis que sa compagnie jumelle mais de taille moindre *China Southern Power Grid* mène les mêmes activités dans le sud du pays.

### **Construction navale : les acteurs chinois gagnent des parts marchés sur 2020, malgré une contraction des revenus, dans un contexte de concurrence accrue**

Les inquiétudes de retards de livraison et de pertes de parts de marchés des groupes chinois de construction navale, au plus haut de la crise du covid-19 en Chine, semblent aujourd'hui moins fondées. Sur les 4 premiers mois de l'année, les chantiers navals chinois auraient capté 61 % des nouvelles commandes mondiales, contre 17 % pour les acteurs sud-coréens, deuxième sur ce marché et principal concurrent. Cette distinction est moindre en termes de tonnage, où la Chine aurait pour 26 M tonnage brut compensé (tbc) de commandes en cours (36 % des parts de marché) contre 20 M tbc pour la Corée du Sud.

A titre d'illustration, le groupe chinois *China State Shipbuilding Corporation* (CSSC), a récemment relayé un accord conclu avec le groupe Qatar Petroleum concernant la production de méthaniers de gaz naturel liquéfié (GNL) pour 20 Mds CNY (env. 3 Mds EUR). La construction de ce type de navires fait l'objet d'une forte concurrence entre les différents acteurs mondiaux, car générant un chiffre d'affaires et des marges bien plus grands que pour d'autres types de vaisseaux.

Néanmoins, malgré cette performance commerciale qui pourrait s'expliquer par une baisse des prix de la part des acteurs chinois, le secteur a été affecté par la baisse d'activité mondiale. Sur le premier trimestre, les plus grandes entités du secteur en Chine auraient ainsi enregistré un chiffre d'affaires de 44 Mds CNY (env. 6 Mds EUR) soit une baisse de 16 % en g.a.

### **Energie : de nouvelles capacités de production installées principalement fossiles au premier trimestre**

Selon *Caixin*, les développeurs chinois auraient installé près de 10 GW de centrales à charbon au premier trimestre 2020. En comparaison, 4 GW de capacités solaires photovoltaïques et 2 GW de



capacités éoliennes auraient été installées sur la même période selon l'Administration nationale de l'énergie (NEA).

Pour autant, cette image du premier trimestre pourrait être différente du reste de l'année. A titre d'illustration, la *State Power Investment Corporation* (SPIC), un des cinq plus grands producteurs d'électricité de Chine, a récemment déclaré vouloir augmenter la part de son actif lié aux renouvelables de 50 à 54 % avant fin 2020. Pour ce faire, SPIC pourrait investir dans près de 300 projets majoritairement « propres » (énergies renouvelables et nouvelles, stockage d'énergie) pour un montant total d'env. 100 Mds CNY.

*Retour au sommaire ([ici](#))*



## ACTUALITES REGIONALES

### **Wuhan : la municipalité annonce un dispositif de subvention à l'achat de véhicules particuliers produits localement.**

La Commission pour le développement et la réforme du Hubei a annoncé le 13 mai que l'achat d'un véhicule particulier produit à Wuhan serait subventionné par la municipalité à hauteur de 3 % du prix de vente, dans la limite de 5000 CNY pour un véhicule à moteur thermique et de 10 000 CNY pour un véhicule à énergie nouvelle. Ce dispositif sera en vigueur jusqu'au 31 décembre 2020. Pour mémoire, le Hubei, qui abrite notamment le siège du second constructeur chinois, Dongfeng Motors, représente à lui seul 10% de la production automobile chinoise.

*Retour au sommaire ([ici](#))*

## HONG KONG et MACAO

### HONG KONG

#### Restrictions de voyage

**Vers un assouplissement des passages à la frontière entre Hong Kong, la Chine et Macao ?** La Fédération des syndicats a appelé le 9 mai le gouvernement à assouplir les restrictions aux frontières avec Macao et le Guangdong, afin de relancer l'économie et sauvegarder les emplois. Le secrétaire général de la fédération a indiqué que Macao n'avait signalé aucun cas local d'infection de Covid-19 depuis 90 jours, tandis que la province de Guangdong n'en a signalé aucun depuis 9 jours. La Chef de l'exécutif a déclaré le 11 mai que le gouvernement était en **pourparlers avec les autorités du Guangdong et de Macao pour permettre à leurs résidents respectifs d'être exemptés de quarantaine lorsqu'ils traversent la frontière**. Un consensus pourrait être atteint au cours des prochaines semaines. Les visites familiales et touristiques seraient toutefois exclues dans un 1<sup>er</sup> temps.

#### Economie

**Prévisions économiques :** selon Morgan Stanley, **l'économie hongkongaise pourrait être l'une des dernières en Asie à se remettre des effets du Covid-19**, en raison de sa dépendance au commerce extérieur et de la contraction de la demande intérieure. En outre, les mesures budgétaires pourraient voir leur efficacité réduite en raison de l'environnement incertain et d'une moindre demande extérieure.

#### Analyse sectorielle/Entreprises

**Le groupe Cathay Pacific a déclaré le 15 mai que la compagnie avait enregistré une perte non audité de 580,5 M USD sur la période courant de janvier à avril**, pour Cathay Pacific et sa filiale Cathay Dragon, et a annoncé des perspectives "très sombres" et "pas de signes immédiats d'amélioration". Cathay Pacific n'a transporté que 458 passagers par jour en moyenne au mois d'avril. **Cathay Pacific entamera le 25 mai des discussions avec les syndicats de pilotes** afin de procéder à de nouvelles réductions de salaires. **Qatar Airways indique être prête à injecter des fonds dans le capital de Cathay Pacific dont il est le 3<sup>ème</sup> actionnaire (9,99%)**, derrière Swire (45%) et Air China (29,99%). Qatar Airways avait déjà exprimé son intérêt pour une augmentation de sa participation en août 2019.

Les actionnaires du conglomérat **Li & Fung** ont donné leur accord à **un rachat d'actions afin de délistier l'entreprise le 15 mai, cotée à Hong Kong depuis 1973**. La société de logistique singapourienne GLP reprendrait 68% des actions pour 930 M USD, détenues notamment par Vanguard Group et Norges Bank. La famille Fung ne voit aucun changement dans sa participation (32% du capital et 60% des droits de vote). **Créée en 1906 et spécialisée dans les biens de consommation** (fournissant Walmart ou Nike), Li & Fung était déjà en difficulté en raison de la guerre commerciale sino-américaine et de l'essor du e-commerce (baisse du chiffre d'affaires de -10,1% à 11,4 Mds USD et du résultat d'exploitation de -22,9% à 228 M USD en 2019). Son cours de bourse a perdu -95% depuis 2011, et l'entreprise avait perdu en 2017 sa position parmi les 50 titres composant l'indice Hang Seng de la Bourse de Hong Kong.

**Les banques lèvent progressivement les mesures de télétravail et autorisent une partie de leurs employés à retourner dans les bureaux**. 60% du personnel de Barclays (270 employés) sont retournés en présentiel, ainsi qu'un tiers du personnel de Goldman Sachs (600 employés).

## MACAO

### Secteur aérien

**Le nombre de passagers a baissé de -50 % (938 598 passagers) au premier trimestre 2020**, et le volume de fret de -25% par rapport à la même période en 2018. Le nombre de vols a chuté de -70% en avril par rapport à mars. Il n'y a que 20 vols quotidiens prévus en mai.

**Le gouvernement de Macao a prolongé le 7 mai la concession exclusive d'Air Macau**, qui prend fin en novembre 2020 : sa concession est prolongée pour trois ans jusqu'en 2023. Air Macau exploite des liaisons vers 36 pays et régions, avec la plupart de ses destinations en Chine continentale. Ses bénéfices ont chuté de -37% en 2019 à 16 M USD.

**L'aéroport de Macao, Macao International Airport Co. Ltd (CAM) a enregistré un chiffre d'affaires de 225,4 M USD en 2019, en hausse de + 16,5% par rapport à 2018.** L'aéroport a accueilli 9,62 millions de passagers et 77 580 vols soit une augmentation de +16% et +18% respectivement. Le secteur des jets privés a enregistré une baisse de -15,5% avec 2 768 vols. En 2019, 34 compagnies aériennes exploitaient un total de 59 liaisons depuis Macao. Le chiffre d'affaires total des compagnies aériennes a augmenté de + 13,6% à 770 M USD. En avril, l'Autorité de l'aviation civile de de Macao (AACM) a annoncé la construction d'un **deuxième terminal d'aéroport** capable d'accueillir 1,4 million de passagers par an.

## TAIWAN

TSMC : annonce officielle sur la construction d'une usine de production de semi-conducteurs (5nm) aux Etats-Unis

TSMC a publié dans un [communiqué de presse](#) son intention de construire une usine de production de semi-conducteurs de procédé 5nm aux États-Unis en Arizona. [Ce nouvel investissement](#) entrainera le recrutement direct de 1 600 emplois et indirectement de plusieurs milliers de personnes. La construction est prévue en 2021 pour un démarrage de la production en 2024. Les dépenses totales de TSMC dédiées à ce projet (2021-2029) sont estimées à 12 Mds USD. TSMC est déjà présent aux Etats-Unis à travers deux centres de design et un site de production.

Apple : poursuite des investissements à Taiwan dans le secteur des mini et micro LED

Le parc scientifique de Hsinchu a confirmé [le projet d'Apple d'investir](#) 10 Mds TWD (environ 300 M EUR) à Lungtan (Taoyuan) dans une nouvelle usine de mini et micro LED. Ce projet de développement s'inscrirait dans le cadre d'une coopération avec deux acteurs taiwanais de l'industrie opto-électronique [AUO et Epistar](#). Ce nouveau site sera situé sur un terrain de 30 hectares à proximité du premier laboratoire d'Apple installé en 2014. L'équipe taiwanaise compterait environ 200 personnes. Cet investissement contribuera à renforcer également l'activité R&D du site pour en faire le troisième hub régional de R&D d'Apple avec ceux du Japon et de la Corée du Sud. Il vise à terme à diversifier les sources d'approvisionnement du groupe en Asie de l'Est.

Secteur manufacturier : les dépenses de R&D à leur plus haut niveau depuis 5 ans

Selon le ministère de l'Economie, le chiffre d'affaires du [secteur manufacturier](#) taiwanais a atteint 16 500 Mds TWD (près de 500 Mds EUR), en 2019, soit une baisse de 2,8% par rapport à 2018. Cette

baisse résulte principalement des tensions commerciales sino-américaines et de la baisse du prix des matières premières. Parmi les acteurs principaux du secteur, Hon Hai (Foxconn) a généré le revenu le plus important, avec un montant de 2 850 Mds TWD (86 Mds EUR), suivi de Pegatron (1 260 Mds TWD) et de TSMC (1 060 Mds TWD). Malgré cette baisse de revenus, les dépenses en R&D des entreprises de ce secteur ont augmenté de 8%, en 2019, pour atteindre 460 Mds TWD (près de 14 Md EUR), soit le montant le plus élevé depuis 5 ans. Les industries des composants électroniques, d'une part, et informatique et optoélectronique, d'autre part, ont représenté près de 85% de ces dépenses de R&D avec respectivement 266 Mds TWD et 124 Mds TWD. Les trois principales entreprises taiwanaises en dépenses de R&D, en 2019, ont ainsi été TSMC (90,5 Mds TWD), MediaTek (37 Mds TWD) et Wistron (12,3 Mds TWD).

#### Le marché des renouvelables à Taiwan se structure : TSMC ouvre la voie

TSMC vient de signer [un contrat directement auprès d'un producteur d'énergie solaire](#) Vena Energy, sur un site situé à Chiayi offrant une capacité de plus de 90 MW. Dès 2016, Apple, qui s'était engagé auprès de RE100, avait incité ses fournisseurs à le suivre dans cette démarche. Depuis avril 2019, 44 d'entre eux ont rallié sa cause, en adhérant au *Supplier Clean Energy Program* du groupe, dont plusieurs partenaires taiwanais comme TSMC, Hon Hai, Compal ou encore Pegatron. Les besoins de TSMC, en électricité d'origine verte, avec la mise en place notamment de ses nouveaux procédés 3nm, sont estimés à 1,5 Md kWh/an (20% des besoins totaux).

#### Industrie de la chaussure : Pou Chen ferme son usine de production au Hubei

Le groupe taiwanais Pou Chen, leader dans la production de chaussures de sport (351 000 employés dans le monde) [vient d'annoncer le licenciement de 4000 employés au Hubei](#) (ce site représente un peu moins de 2% de la production totale du groupe). Cette annonce intervient peu de temps après que le groupe ait décidé de mettre en place des coupes de salaires au niveau de l'équipe dirigeante, et, à partir de juin, des congés sans soldes pour les équipes taiwanaises. Le secteur de la chaussure compte environ [3000 acteurs taiwanais](#) (de la production de matières premières, la R&D, le Design, à la production en sous-traitance des grandes marques). Le groupe a enregistré au T1 2020 une [baisse de plus de 22% de ses revenus](#) (par rapport au T1 2019), ses plus mauvais résultats depuis 6 ans.

#### Sécheresse : la Water Resources Agency du Ministère de l'Economie se mobilise pour faire face à la sécheresse qui sévit au Sud de l'île

Alors que nous approchons de la période de la mousson, la sécheresse sévit au Sud de Taiwan : une cellule de la [Water Resources Agency](#) du Ministère de l'économie a été mise en place afin de mitiger l'impact sur certains secteurs comme ceux de la pétrochimie et du semi-conducteur. Plusieurs réservoirs du Sud sont particulièrement touchés avec des réserves allant de 9 à 18% de leur capacité. Les parcs industriels et technologiques du Sud ont été appelés à diminuer leur consommation de 5%. L'utilisation d'équipement de dessalement d'eau de mer n'est pas écarté.

S'agissant de la fourniture en électricité, Taipower maintient des capacités [de réserves](#) de l'ordre de 10% et estime avoir renforcé de manière satisfaisante avant l'été ses capacités de production et de distribution, avec notamment l'achèvement fin avril de l'installation de câbles à haute tension sur la centrale de Tunghsiao (Miaoli).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

## Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

## Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



**Auteur :** S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei

**Adresse :** N°60 Tianszulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PĚKIN – RPC, CP 100600

**Rédigé par :** Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Antoine Moisson, Antoine Bernez, Lianyi Xu, Dominique Grass, Maxime Sabourin, Odile Huang, Rodolphe Girault

**Revu par :** David Karmouni, Orhan Chiali, Pierre Martin, François Lemal, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder

**Responsable de publication :** Jean-Marc Fenet